



**Décision d'examen au cas par cas n° 2021-5501
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Monsieur Michel Lalande, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2019 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2021-5501, déposé complet le 03 juin 2021, par Monsieur Jean Bosco de OGEC Guines relatif au projet de création d'un boisement sur la commune de Guines, dans le département de du Pas-de-Calais;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France le 17 juin 2021 ;

Vu la décision tacite de soumission à étude d'impact du 07 juillet 2021;

Considérant que le projet, qui consiste à créer un boisement d'une superficie totale de 3,10 hectares, sur les parcelles AI 35, 210 et 211 relève de la rubrique 47° c) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare.

Considérant que le projet consiste donc en la réalisation d'un boisement d'une superficie totale de 3,10 hectares, sur un terrain actuellement en prairie ;

Considérant que le projet de boisement s'inscrit au sein d'une zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique de type I n°310007010, "Marais de Guines" et un réservoir de biodiversité de type zone humide ;

Considérant que le projet de boisement est situé en totalité en zone humide avec la présence de fossés, d'un étang adjacent, de watteringues et identifiée par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois Picardie et en zone humide avérée identifiée au titre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Delta de l'Aa ;

Considérant que le boisement impactera une surface de prairies humide et que ces espaces naturels sont d'une haute valeur environnementale sur le secteur ;

Considérant que le projet est susceptible d'impacter ces espaces naturels et les espèces les fréquentant et qu'il est nécessaire d'étudier l'impact du projet sur la biodiversité et sur les services écosystémiques rendus par ces milieux ;

Considérant que les essences proposées (notamment chênes, alisiers etc ..) ne sont pas adaptées au milieu, dont la station forestière naturelle se rapproche d'une Aulnaie-Saulaie ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

Décide

Article 1^{er} :

La décision tacite de soumission du 07 juillet 2021 est retirée et remplacée par la présente décision.

Article 2 :

Le projet de boisement de 3,10 hectares sur la commune de Guines, dans le département de du Pas-de-Calais déposé par Monsieur Jean Bosco de OGEC Guines, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille,

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B – 92 055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).